Le handicap France : l’autre réalité de l’enfance

Il y a des sujets que la classe politique française a du mal à aborder, des sujets lourds qui électoralement parlant ne sont pas considérés comme payants.

Le handicap à l’école en est un et il fait peur.

Comme si le simple fait d’en parler pouvait le rendre contagieux.

La France pays des droits de l’homme dissimule donc sous le tapis une terrible réalité.

Près de 10% des enfants en âge d’être scolarisés relèvent d’un handicap au sens de l’éducation nationale et du ministère de la santé.

Cette notion de handicap (handicap physique, psychique, émotionnel) est extrêmement vaste.

Cela a pour conséquences de ne jamais avoir de statistiques très précises et surtout de maintenir une grande ambiguïté sur le sujet.

En effet le handicap à l’école n’est pas que physique et visible, loin s’en faut.

Il faut savoir qu’un enfant ayant un QI de 180 et présentant des troubles du comportement en raison d’une surcharge émotionnelle dépendra d’une notification MDPH, (Maison Départementale des Personnes Handicapées) au même titre qu’un enfant handicapé moteur.

Il en va de même :

-d’un enfant atteint d’un TDAH (Trouble de l’Attention avec ou sans Hyperactivité 3% à 5% d’une classe d’âge).

-un enfant présentant des troubles envahissants du développement (TED)

-un enfant présentant des troubles DYS (dyslexie, dysorthographie, dysphasie, dyspraxie, dyscalculie)

-un enfant présentant des troubles du spectre autistique TSA.

La règle qu'il faut effectivement retenir c'est qu'à partir du moment où ces troubles gènent les apprentissages et/ou l'école, l'enfant est susceptible de rentrer dans le cadre du handicap.

Les besoins de tous ces enfants sont évidemment extrêmement différents, c'est une évidence.

Oui mais voilà ; l'égalitarisme forcené que l'on veut nous imposer dans tous les domaines de la société fait également des ravages chez nos enfants.

Les AVS (Auxiliaire de Vie Scolaire) ont la même formation, (souvent aucune), le même mode de recrutement, et le même type de contrat. (Précaire, le plus souvent un CDD de 6 mois)

L'État français n'ayant pas les moyens de ses prétentions d'omnipotence préfère donc exclure du système les enfants différents ou à besoins spécifiques.

Au mieux, l'état se cache derrière une pseudo-solarisation à mi-temps, tiers temps, quart de temps mais surtout … pas tout le temps.

Cette situation indigne donne lieu à de nombreuses condamnations de la France et de l'Etat français.

La France est de plus en plus souvent condamnée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) pour non-respect des droits de l'enfant.

La France est condamnée par le Conseil de l'Europe (février 2014) pour non-respect des droits de l'enfant et de la charte sociale européenne.

L'état français est condamné par les juridictions administratives françaises (TA de Paris juillet 2015) pour des carences dans la mise en œuvre des moyens nécessaires à la scolarisation des enfants.

Le conseil de l'Europe va même jusqu'à relever l'hypocrisie de l'état français qui, plutôt que de mettre en place les moyens nécessaires à la scolarisation en milieu ordinaire des enfants présentant un handicap en France, préfère payer des établissements scolaires en Belgique pour le faire.

Mais rien ne change.

Pourtant des solutions de bon sens sont totalement envisageables mais toujours écartées au nom de faux principes : manque de moyens, sécurité, égalité, manque de formation des enseignants…

On cherche tous les arguments pour ne pas faire, plutôt que les solutions pour faire.
Ainsi par exemple, un enfant sans AVS par faute de moyen financier et non scolarisé à la demande de l'établissement scolaire, puisque sans AVS, pourrait tout à fait être scolarisé avec l'aide d'un de ses parents (qui le plus souvent ne peut pas travailler puisque son enfant n'est pas scolarisé).

On peut même envisager, qu'une tierce personne ayant des qualifications adaptées, soit rémunérée par les parents s'ils en ont les moyens ou un collectif de parents dans le cadre d'un AVS mutualisé.

L'école deviendrait non seulement réellement inclusive, mais aurait en outre plus de personnes adultes en son sein pour assurer la surveillance et la protection des enfants.

C'est une piste de réflexion, il y en a d'autres ; nombres de nos voisins européens y arrivent mieux que nous.

Trop longtemps, l'état français a caché l'étendue des dégâts sur nos enfants par idéologisme.

C'est notre système éducatif qui est inadapté et pas les enfants présentant un handicap, comme voudrait le faire croire certains syndicats d'enseignants.
Cependant l'éducation nationale n'a pas tous les torts.

Ainsi les prises en charges des troubles d'origine neurologique en France ont parfois plusieurs décennies de retard.

Tout un pan de la médecine psychiatrique française (école psychanalytique) s'acharne à traiter des troubles neurologiques chez les enfants, comme des troubles liés à des carences éducatives, affectives ou familiales, alors que les neuro sciences ont démontré qu'il n'en est rien.

Des milliards d'euros de soins inadaptés sont dépensés chaque année par la sécurité sociale.

Les moyens financiers sont donc là.

S’ils étaient employés à bon escient cela permettrait à des dizaines de milliers d’enfants d’être scolarisés normalement, en milieu ordinaire, dans de bonnes conditions et de recevoir des soins adaptés.

Il est temps de mettre un terme à un système d’exclusion généralisé qui s’auto génère et s’autofinance avec l’argent de la sécurité sociale. (Ecole, médico-social, Aide Social à l’Enfance)

L’UNICEF a d’ailleurs été particulièrement critique vis-à-vis de la France dans son rapport de juin 2015.

Elle pointe du doigt les trop nombreuses défaillances de notre système éducatif en général et plus particulièrement la prise en charge des enfants les plus fragiles.

A l’heure ou le « vivre ensemble » incantatoire gouvernemental est servi à toutes les sauces, peut-être serait-il enfin temps de prendre soin de nos enfants.
Ce scandale doit prendre fin.

Il faut cesser d’exclure ou de parquer dans des structures inadaptées des enfants qui n’ont rien à y faire en espérant que les parents affligés, ne se plaindront pas trop fort.

Il faut que les recours manifestement abusifs aux procédures de l’information préoccupante ou du signalement pour faire taire les parents et les associations de défense des enfants à besoin particulier soient sanctionnés. Aujourd’hui ce n’est pas possible.

L’accueil des enfants présentant un handicap à l’école ne doit plus être abordé par l’état français comme un service que l’on rendrait aux parents en accueillant leurs enfants mais réellement comme un droit de l’enfant a être scolarisé.

Le devoir d’ingérence

Depuis la chute de l’Union soviétique, la situation internationale aura rarement été aussi troublée, en tant de points différents et pour des raisons si diverses.

De l’Afghanistan à la Centrafrique, la moitié du monde brûle.

Les pays sans Etat se multiplient : Somalie, Libye, Irak, Syrie, Liban, Centrafrique ou Mali, et cette situation qui ne semble pas passagère mais dure favorise tous les extrémismes, tous les irrédentismes.

Les Shebabs somaliens qui se livrent à la piraterie depuis deux décennies, l’Etat islamique qui s’étend au Proche-Orient, l’Etat islamique encore qui prend pied aux côtés d’Al Qaeda en Libye et trafique du pétrole : les tensions tribales en Centrafrique sur fond de guerre des diamants.

Cette situation favorise aussi tous les trafics, le Sahel et le Sahara n’étant plus qu’un vaste champ de passage pour la drogue et les migrants traités comme des bêtes.

Tout ceci favorise encore l’extension de l’islamisme radical et c’est sur terreau que Daech se développe.

Face à cet immense défi, que doit faire la communauté internationale ?

Non pas tenter de revenir à l’état antérieur, avec des Etats construits à l’occidentale, centralisés et tout-puissants mais aller vers le respect des identités tribales, géographiques.

L’exemple des trois régions de Libye, la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Fezzan que tout oppose et que seule la lourde main de Kadhafi faisait tenir ensemble est parlant.

La solution serait de donner un mandat international à une entité, pays, ensemble de pays ou groupement régional, pour rétablir l’ordre et faire cesser la guerre civile.

Mais à qui donner ce mandat ?

Les volontaires ne se précipitent pas aujourd’hui. D’autant qu’au niveau

international, ce type d'ingérence n'est pas réellement défini.

Le devoir d'ingérence, qui désigne l'obligation morale faite à chacun d'intervenir, même en violant la souveraineté d'un Etat lorsque celui-ci se rend coupable de violations répétées des droits fondamentaux, n'est hélas pas un concept juridiquement défini au niveau international.

Et ceci alors que la mondialisation, notamment des communications, met sous le nez de tous en permanence ce qui se passe à l'autre bout du globe.

Si Grotius avait déjà évoqué en 1625, de façon abstraite, un « droit accordé à la société humaine » pour intervenir dans le cas où un tyran « ferait subir à ses sujets un traitement que nul n'est autorisé à faire », c'est au XIXè siècle que l'idée commence réellement à prendre forme concrète à travers ce que l'on appelait « l'intervention d'humanité ».

Après la Seconde Guerre mondiale, c'est le conflit atroce du Biafra qui, à partir de 1967, réveille les consciences et l'idée, engendrant notamment la création de nombreuses ONG comme Médecins sans frontières.

C'est le philosophe français Jean-François Revel qui parlera le premier de « devoir d'ingérence » en 1979 à propos des dictatures africaines de Bokassa et Amin Dada. Reprise dans le monde entier, variant de « devoir » à « droit » d'ingérence, l'expression connaîtra une belle fortune. Cependant, rien encore aujourd'hui n'en vient définir les contours juridiquement.

Il se heurte à plusieurs arguments : d'abord, le vieil ordre westphalien, défini en 1648, qui stipule que nul ne peut s'ingérer dans les affaires d'un Etat souverain. Ensuite, de nombreux juristes soutiennent que les conventions internationales, comme les Conventions de Genève et la Convention contre le Génocide, disposent déjà d'un droit contraignant.

Le Chapitre VII de la Charte des nations Unies permettrait lui aussi d'intervenir dans les affaires intérieures d'un État en cas de « menace contre la paix », et les interventions récentes de la communauté internationale (Golfe, Irak, Rwanda, Somalie, Bosnie, etc.) auraient d'ailleurs été menées pour la plupart en référence à ces outils traditionnels de la justice internationale.

Benoît XVI lors de son discours aux Nations unies, le 18 avril 2008, déclarait ceci :

« Tout État a le devoir primordial de protéger sa population contre les violations graves et répétées des droits de l'homme, de même que des conséquences de crises humanitaires liées à des causes naturelles ou provoquées par l'action de l'homme. S'il arrive que les États ne soient pas en mesure d'assurer une telle protection, il revient à la communauté internationale d'intervenir avec les moyens juridiques prévus par la Charte des Nations unies et par d'autres instruments internationaux. L'action de la communauté internationale et de ses institutions, dans la mesure où elle est respectueuse des principes qui fondent l'ordre international, ne devrait jamais être interprétée comme une coercition injustifiée ou comme une limitation de la souveraineté. À l'inverse, c'est l'indifférence ou la non-intervention qui causent de réels dommages. »

L'occident en général, qui est aujourd'hui quoi qu'on en ait, le seul bloc capable et doué de la volonté d'intervenir dans le monde entier pour faire respecter les droits de l'homme et nonobstant les non-dits impérialistes qui peuvent sous-tendre ses actions, est depuis quelques années tétanisé, se refusant à de réelles interventions, pour plusieurs raisons, parfois contradictoires d'ailleurs.

La guerre d'Irak, qui l'avait lui-même divisé, la France et l'Allemagne notamment déniant toute légitimité à l'assaut sous égide américaine, a causé trop de morts dans les rangs de la coalition, traumatisant les opinions publiques.

De plus, cette opération, comme celle d'Afghanistan, n'a pas eu les effets escomptés, laissant des populations et des gouvernements faibles à la merci de groupes tribaux, politiques ou religieux plus puissants, dans une situation de quasi guerre civile.

A ceci, il faut ajouter le fiasco de la Somalie en 1992 et surtout la calamiteuse intervention sous pavillon français en Libye en 2011 qui a précipité le pays dans le chaos.

D'où l'on pourrait déduire ceci : s'il y a devoir d'ingérence, il entraîne avec lui d'autres devoirs que la simple intervention militaire destinée à faire tomber le dictateur, comme l'établissement d'un gouvernement fort, stable et digne de ce nom, la reconstruction du pays, enfin son insertion dans le jeu de la communauté internationale.

Seulement, quel pays seul aujourd'hui sera capable de se plier, ne serait-ce qu'économiquement, à tel exercice ? En général, les opinions auxquelles veulent

plaire les gouvernements démocratiquement élus d'occident se satisfont de la première partie du plan et une fois que l'ennemi désigné a été éradiqué, souhaitent qu'au plus vite leurs enfants rentrent à la maison.

La solution serait que passant outre aux vieilles lunes westphaliennes, sur le plan des droits de l'homme comme sur celui de l'économie et de l'écologie, ainsi que l'Eglise catholique notamment l'a rappelé ces dernières années, la communauté internationale puisse se saisir de dossiers qui ne concernent pas seulement un Etat reclus derrière ses murs mais une bonne partie du monde.

Ainsi, la situation de la Libye, avec ses flots de migrants et de passeurs mafieux, n'est plus un problème de souveraineté locale, mais un problème général. Reconstruire un pays, en prenant en compte ses particularités et sans arrière-pensée impérialiste, réclamerait en sus d'une intervention militaire, la mise en place d'une administration neutre, internationale, pendant au moins une décennie.

Mais il faut pour cela du courage politique et de l'imagination.

Charles Millon

Publié par Charles Millon · 13 octobre 2015, 18:44

Quelle agriculture pour la France ?

Après la très vive tension de la rentrée, les cris de détresse poussés par les agriculteurs et les échauffourées aux quatre coins de l'hexagone, la chape du silence est retombée ; la crise agricole est repassée à l'arrière plan, même si l'on entend encore gronder la base.

Quelques aides d'urgences ont bien été débloquées, des paroles de soutien prodiguées et des fonctionnaires diligentés à Bruxelles ont fait mine de tancer er

d’autres fonctionnaires, autrement plus puissants qu’eux. Les cabinets ministériels soufflent de voir rentrés dans les campagnes ceux qu’ils ont une tendance à prendre pour des énergumènes vociférants, aux réactions imprévisibles. Pour eux l’agriculture c’est bien, vu du marché bio. Et puis depuis de longues années, tous les pouvoirs en place ont droit à une jacquerie, alors il suffit pense-t-on en haut lieu, de faire le dos rond…Le fait est qu’entre réforme de la PAC, découplage des aides au produit, recouplage environnemental, dérégulation du marché mondial… l’agriculture française souffre.

La politique agricole commune a été le creuset, puis le ciment de la construction européenne : elle se délite aujourd’hui, et laisse apparaître une ligne de fracture qu’elle a aidé – consciemment ou pas – à se creuser.Il existe maintenant en Europe bel et bien deux types d’agriculture qui se font face et se confrontent, celle du Nord et celle du Sud.

Au Sud, la nôtre et celles de nos voisins d’Italie, d’Espagne ou du Portugal: une agriculture de terroirs, orientée en priorité vers la qualité et valorisant les spécificités régionales.

Le paysan y « cultive » ses terres et y« élève » ses bêtes.

En mode conventionnel ou biologique, avec ou sans signes de qualité et de garantie d’origine, nos agriculteurs ont créé un modèle issu d’une vraie culture gastronomique, d’une histoire et de spécificités géographiques ou climatiques. Ils gardent la main dans la gouvernance des filières grâce à des cahiers des charges précis et des outils coopératifs.

Cette agriculture concerne toutes les productions, tous les modes de mise en marché, du circuit court à l’export, elle fait vivre près d’un agriculteur français sur deux. Elle se doit d’être performante et compétitive et peine à maintenir la tête hors de l’eau tant elle est exposée aux distorsions de concurrence, aux charges administratives, règlementaires et normatives.

Au Nord, l’autre qui n’a plus d’agriculture que le nom, hors sol, hors nature : déracinée, au sens premier du terme.

Elle prospère chez nos voisins Allemands ou Hollandais qui inondent les marchés avec une productivité frénétique. Une industrie exclusivement tournée vers des volumes de masse, pilotée par des ingénieurs qui pousse le vice jusqu’à baptiser

« minerai » leurs productions…

Des usines de milliers d'hectares qui ressemblent à de vastes entrepôts logistiques, où les bêtes ne goûtent pas un brin d'herbe, ingurgitent des aliments douteux, et peinent à voir la lumière naturelle. Les règles et les conditions de compétition sont intenables pour nos agriculteurs et détestables pour le consommateur.

La demande croissante de qualité, d'authenticité et de traçabilité laisse encore un peu d'espoir à trois conditions :

Que Bruxelles accepte de rendre efficient ses soutiens financiers, en tenant compte des coûts de production et de la gestion des risques, au lieu de faire du saupoudrage,

Que Paris mette en place un plan conjoint de baisse des charges et de la fiscalité et fasse le pari de l'excellence, de l'innovation afin de restaurer notre vocation de leader agricole et agro-alimentaire.

Que l'on soit d'une extrême vigilance dans la négociation Traité transatlantique qui se prépare dans une totale opacité, car là où l'on peut encore espérer trouver un équilibre européen, il sera impossible de faire face à la déferlante de produits agricoles venant du continent américain.

Nos agriculteurs demandent des prix rémunérateurs et non des primes, ils ne demandent pas la charité mais l'équité.

Acteurs essentiels de l'économie et de la vitalité de nos territoires, leurs exploitations, petites, moyennes ou grandes, irriguent la France comme un immense système veineux au travers duquel coule notre identité.

La prolétarisation progressive de cette profession, si elle n'est pas stoppée, aura des conséquences irréversibles en terme d'aménagement du territoire et d'équilibre de la nation.

La crise agricole est emblématique des choix en face desquels nous nous trouvons aujourd'hui:

Voulons nous être enracinés ou déracinés ?

Voulons-nous être subsidiaires ou désincarnés ?

Voulons-nous être authentiques ou lyophilisés ?

Je connais ma réponse.

Charles Millon

http://lavant-garde.fr/quelle-agriculture-pour-la-france/

#ChristianBells, acte de solidarité avec nos frères Chrétiens d'Orient.

Demain quinze août retentiront les cloches de l'espérance pour les Chrétiens d'Orient dans les églises de France.

Geste symbolique mais surtout acte de solidarité avec nos frères Chrétiens d'Orient.

En s'associant à cette initiative portée par le Cardinal Barbarin, et partagée par plus de cinquante diocèses, nous venons rappeler que nos frères Chrétiens d'Orient sont les gardiens de nos racines.

Car c'est sur leur terre qu'est née notre civilisation et que pour la première fois dans l'histoire, des communautés ont proclamé leur foi chrétienne.

En venant affirmer notre solidarité avec les Chrétiens d'Orient, nous Français sommes fidèles aux engagements de nos dirigeants, rois et présidents, qui ont toujours réitéré la vocation de la France à garantir la protection de ces minorités chrétiennes.

Enfin, face à la menace du terrorisme vert, porté par Daesh, nous affirmons notre volonté de lutter pour la liberté d'expression et de culte, et pour le respect de la foi de chacun.

Charles Millon

Yémen, terrain de jeu des grandes puissances régionales

Islamistes contre islamistes ? Décidément, l'inventivité islamiste en matière de guerre dans les Proche et Moyen Orient et jusqu'en Afrique est sans limite.

On croyait que l'Etat islamique constituait le seuil ultime de barbarie et de dégradation des structures étatiques et traditionnelles, mais voilà qu'il est en train, non seulement de se métastaser, en Libye, au Sinaï égyptien, au Nigéria, mais plus, qu'il se fait concurrencer par de sympathiques mouvements comme celui des Chebabs somaliens qui ont frappé le Kenya en plein cœur, ou, plus inquiétant encore par les rebelles houthistes au Yémen.

L'offensive houthiste, milices de confession zaïdite, une variante du chiisme, a commencé réellement depuis l'automne dernier.

Après la démission forcée du président yéménite Hadi le 22 janvier 2015, sous la pression des rebelles, et la dissolution conséquente du parlement en février, il aura fallu attendre le 25 mars pour que le grand voisin, l'Arabie saoudite, forme une coalition dont elle a pris la tête, bombardant depuis ses avions selon la formule américaine, sans envoyer de troupes au sol.

L'ingérence de Riyad est saluée par toute la communauté internationale, et le jeune fils du nouveau roi, nouveau ministre de la Défense, acclamé comme un héros dans son pays. Seulement, la réalité est plus complexe.

Car il y a une autre puissance régionale, l'Iran.

Quand le pays des mollahs critique l'intervention saoudienne au Yémen, on l'accuse aussitôt, lui, d'aider en sous-main les rebelles. Ce qui est d'évidence vrai.

Mais vérité en-deçà du Golfe persique, erreur au-delà ?

Que l'on sache, l'Arabie saoudite et ses alliés américains n'ont pas reçu, eux non plus, mandat de la communauté internationale pour intervenir en « Arabie heureuse ».

Ali Khamenei, le guide suprême iranien, a beau jeu ainsi de dénoncer « l'agression saoudienne », l'accusant de « génocide » contre un « peuple innocent ».

Le président Rohani a, lui, assuré que l'Arabie saoudite répétait les mêmes erreurs qu'au Liban, en Irak et en Syrie, attisant les rivalités entre chiites et sunnites.

Savoir qui a commencé, de l'Iran qui subventionne le Hezbollah libanais depuis quarante ans, ou des alliés sunnites des Etats-Unis, c'est une autre affaire.

Reste que la situation géopolitique locale évolue aussi favorablement, par un autre côté : la signature de l'accord de Lausanne le 2 avril entre l'Iran et le groupe des 5+1 sur la question de l'enrichissement d'uranium, même s'il ne résout pas tout et ne constitue qu'un premier pas vers un véritable accord, qui n'aura pas lieu avant l'été, tant le dossier est techniquement complexe, est de bon augure.

L'Iran est-il encore « le grand perturbateur » que l'on décrit communément ?

Rien n'est jamais certain dans les réactions de la puissance perse aux mains des mollahs, passés maîtres dans l'art de la dissimulation et du coup de billard à plusieurs bandes.

Néanmoins, sans céder à la candeur, on peut constater que son retour dans le jeu géopolitique et dans la communauté internationale s'impose, ne serait-ce que pour contrebalancer le poids pénible de l'Arabie saoudite et de ses alliés-rivaux émiratis ou égyptiens.

Le Yémen est ainsi le grand révélateur, le terrain de jeu idéal si l'on peut dire, de la « guerre de Trente ans » à la mode musulmane qui se déroule dans cette partie du monde, où chaque grand puissance avance ses pions dans les pays voisins réputés faibles.

Sinon Oman, seul pays musulman au monde à n'être ni sunnite ni chiite, et coincé entre les puissances rivales, qui reste neutre, tout le monde est embarqué dans la querelle des chiites et des sunnites.

Le chiisme bénéficie de cet avantage d'être une confession plus organisée, disposant d'un clergé, et presque entièrement incarné en un pays, l'Iran, qui n'ayant pas de rival interne, peut tirer souverainement les ficelles, avec le Hezbollah au Liban, défiant un jour Israël, l'autre jour intervenant en Syrie pour soutenir Bachar el-Assad.

Avec les houthistes, c'est un nouveau bras armé, pas loin du cœur du monde sunnite, dans la péninsule arabique elle-même, qu'il met en branle.

Mais d'un autre côté, l'Iran est épuisé économiquement par les sanctions américaines et européennes et, sous la houlette d'un Ali Khamenei vieillissant et sous la pression de sa jeunesse désireuse d'entrer dans la mondialisation, il lui faut bien négocier, notamment sur la question nucléaire, avec la communauté internationale, pour redevenir respectable.

Il engrange quelques succès dans l'Irak dévasté, en stoppant momentanément l'expansion de l'Etat islamique.

Mais le pouvoir d'attraction de celui-ci auprès des candidats au djihad du monde entier laisse sa puissance intacte, d'autant qu'il fait des émules, particulièrement dans le chaos libyen et qu'il a su ringardiser Al Qaeda, qui est en train de lui faire allégeance.

De l'autre côté, l'Arabie saoudite a su tirer parti de la très mauvaise réputation que son voisin et rival qatari a fini par se tailler dans le monde occidental, accusé de soutenir le terrorisme et notamment les Frères musulmans, pour reprendre le leadership régional, notamment en soutenant et en finançant le régime du Maréchal Sissi contre les

Frères en Egypte.

Ayant renoué de bonnes relations avec les puissances européennes, notamment la France, la dynastie des Saoud, guidée par son nouveau roi, est ainsi à la manœuvre pour l'achat d'avions Rafale par l'Egypte, dont elle a garanti le paiement.

Le président égyptien Sissi espère que sa participation aux bombardements contre les houthistes yéménites lui vaudra en retour une aide substantielle de Riyad contre l'autre chancre qui menace la stabilité arabe, à l'ouest, cette Libye tombée dans le chaos depuis l'intervention occidentale, où l'Etat islamique, parmi d'autres factions cruelles, met en scène l'égorgement de Coptes égyptiens ou de migrants éthiopiens, accusés d'être chrétiens.

Le maréchal Sissi, en fin tacticien, s'est attiré les bonnes grâces de la communauté internationale en affichant immédiatement son soutien à sa forte minorité chrétienne copte, ce qu'aucun dirigeant Egyptien n'avait jamais fait auparavant.

Ainsi, le jeu est plus ouvert que jamais, et l'Occident va devoir enfin décider de la stratégie à adopter dans la région, qui ne peut être de soutien unilatéral à l'un des deux camps, sous peine de voir le conflit dégénérer en une guerre de cent ans.

Dans ce monde rongé par la tentation de l'extrémisme islamique, vu par les populations déshéritées comme la dernière chance, la dernière protection, on ne peut décemment se défaire des quelques puissances régionales stables.

Il faut, par une politique habile, les amener à la table des négociations, et leur faire comprendre qu'à entériner et continuer ce jeu pervers de soutien à des rébellions ou à des djihadismes dans les pays voisins, c'est leur existence même qu'elles mettent en péril.

Jusqu'ici, l'engrenage d'alliances non-dites et de subventions cachées n'a servi personne : depuis la guerre du Liban dont on célèbre ces temps-ci le funeste quarantième anniversaire jusqu'au chaos yéménite, en passant par l'Irak, la Syrie, l'Egypte, la Libye, enfin tous

ces faux printemps arabes, ce sont seulement la mort et la désolation qui ont été semées dans la régions, sans que l'on voit la moindre promesse d'espoir poindre à l'horizon.

Mais pour parvenir à rétablir certaine stabilité, tous les concours seront nécessaires : autant la Russie, que l'occident est bêtement allé défier en Ukraine, que l'Europe et les Etats-Unis, doivent abandonner leur vision à court-terme et leurs coups fourrés pour élaborer un Yalta dans le Golfe persique et généralement dans le monde arabo-musulman.

Sans quoi, c'est leur propre destruction, en sus de celle de ce monde, qu'ils préparent, comme en témoigne l'immense tragédie des migrants de Méditerranée utilisés par la Libye contre l'Europe.

Afrique et migrants

Le problème de la sécurité en Méditerranée, avec ses deux rives religieusement opposées, n'est pas neuf. Il est même très ancien.

N'oublions pas que la colonisation de l'Algérie par la France en 1830 a commencé comme ça, pour détruire enfin la piraterie qui infestait la Mare

nostrum depuis des siècles, avec son cortège d'esclaves et de trafics.

Bien entendu, les termes ne sont pas les mêmes aujourd'hui, et il ne saurait s'agir de recoloniser l'Afrique du nord.

Cependant, les vagues de migrants dont l'intensité a crû ces derniers mois, en partance de Libye principalement et vers les côtes italiennes, repose avec acuité la question des rapports intra-méditerranéen et, plus loin, celle des rapports de l'Europe avec l'Afrique.

Selon le ministère de l'Intérieur italien, le trafic de migrants en Méditerranée rapporterait plusieurs milliards d'euros chaque année.

L'OIM (Organisation internationale pour les migrations) explique que 500.000 personnes pourraient tenter la traversée de la Méditerranée cette année.

Et en 2014, année déjà exceptionnelle, ils étaient 175.000 à avoir débarqué sur les côtes italiennes. La presse italienne assure aujourd'hui qu'un million de migrants attendraient en Libye de prendre la mer.

Mais ce à quoi l'on assiste en Libye, où se conjoignent les intérêts terroristes des djihadistes et les intérêts pécuniaires des passeurs ne représente qu'un déplacement géographique de la vague de migration.

Jusqu'il y a peu, c'était par le Sahara occidental, les Canaries et les enclaves espagnoles au Maroc que débarquaient les clandestins. Si la situation a changé, c'est outre le chaos libyen, qu'il existe des solutions pour endiguer le flux, au moins localement.

Ainsi, dès le début des années 2000, l'Espagne a signé des accords de coopération avec le Maroc et d'autres pays africains du littoral atlantique et mis en place des patrouilles en mer communes.

Un succès : aujourd'hui, il y a moins de 200 migrants par an qui prennent encore cette route de Méditerranée occidentale.

Ainsi, un apprenti clandestin malien, Moussa, interrogé par des journalistes, explique pourquoi il a choisi la filière libyenne : « On m'a également proposé la filière mauritanienne qui transite par Nouadhibou, sur la frontière entre la

Mauritanie et le Sahara occidental, pour aller ensuite aux îles Canaries, donc en territoire espagnol. »

Mais des amis lui ont conseillé d'aller en Libye : « Ils sont à Nouadhibou depuis bientôt deux ans sans pouvoir embarquer pour l'Espagne», raconte-t-il.

Il existe quatre voies principales d'entrée en Libye pour les clandestins : la région de Madama, au Niger; celle de Ghadamès, à la frontière algérienne ; celle de Koufra, dans l'extrême sud du pays; l'Égypte.

Les deux premières sont empruntées par les Africains de l'Ouest, les deux autres par les migrants de la Corne de l'Afrique. Les réseaux de trafiquants libyens reposent principalement sur les tribus, les Toubous côté Niger, les Touaregs côté Algérie.

Pour convoyer les clandestins du Sud libyen vers le nord, ce sont des tribus présentes dans les deux régions, comme les Arabes Ouled Slimane, qui sont actives.

Les migrants sont ensuite disséminés le long du littoral, mais c'est dans la région de Zouara, à l'ouest de Tripoli, que le gros des départs se fait.

Jakob, un Camerounais, explique comment se passe l'organisation de la traversée : « Comme la ville de Zouara dispose d'un port de pêche où il y a de vieux chalutiers destinés à la casse, les passeurs contactent les propriétaires de ces embarcations hors service. Certains squattent carrément la coque.

Ensuite, le chalutier est emmené à un atelier faisant office de chantier naval où on lui installe un moteur d'occasion en mesure d'assurer sa dernière traversée.

C'est ce qu'ils prétendent du moins. L'essentiel, c'est qu'il quitte les eaux libyennes et s'approche du littoral italien. »

Il affirme que « les mécanos et les marins sont Tunisiens ou Egyptiens, alors que les passeurs sont plutôt Libyens. »

Sans compter la mafia italienne que l'on soupçonne de plus en plus fortement de se servir au passage.

Une internationale du crime donc, de nouveaux négrier, qu'il s'agit de

détruire, mais sans oublier que c'est la demande qui a créé l'offre.

En réalité, comme le relève François Gemenne, spécialiste des flux migratoires à l'institut français du Ceri, l'arrivée des migrants illégaux par mer n'est qu'un signal d'alerte vis-à-vis de ce qui se passe plus globalement : « Les naufrages des bateaux ont un effet de loupe sur cette forme d'immigration mais elle reste minoritaire ».

Les trois quarts des illégaux, selon lui, arrivent par avion, le plus souvent munis d'un visa. Une fois celui-ci expiré, les personnes restent sur le sol européen.

Il y a donc des flux continus, et c'est à leur source même qu'il convient de les tarir.

Deux questions conjointes se posent donc à l'Europe : comment rétablir des structures politiques dans les pays pourvoyeurs de migrants, de façon à y stabiliser les populations ?

Et comment refondre la politique d'accueil de l'Europe même, qui fonctionne aussi comme une pompe aspirante, laissant croire aux migrants qu'ils y gagneront le paradis ?

Certains réclament une politique de défense plus agressive de la part de l'Union européenne, notamment pour bloquer les bateaux dès les ports libyens. Pourquoi pas ?

Mais l'on ne fera que retarder la solution du problème, dont les racines sont bien plus lointaines.

Elles se trouvent en Afrique noire où de fait, l'Europe a abandonné toute politique de coopération cohérente et structurée.

Et un à un, les pays de la bande sahélo-saharienne, depuis le Mali jusqu'à la Somalie, basculent dans le chaos ou sous la botte islamiste.

Partout, faisant fonds sur la fragilité des régimes locaux, les fondamentalistes musulmans utilisent la même technique de terreur, qui consiste à dépeupler à terme les provinces, pour qu'il n'y reste que les musulmans, créant donc les conditions favorables à l'exil vers une terre plus accueillante.

Le terrorisme musulman vient donc se superposer à la pauvreté économique déjà présente dans nombre de ces pays.

Et en tous lieux, les chrétiens sont les premières victimes : depuis ces migrants qui auraient été passés par-dessus bord par leurs compagnons d'infortune, au motif qu'ils étaient chrétiens jusqu'à ces Ethiopiens exécutés par Daesh en Libye pour le même motif, après les Coptes qui avaient subi le même sort.

Au Kenya, le 2 avril, le massacre de Garissa est venu confirmer cette triste réalité : les Chebabs venus de Somalie ou recrutés dans la population locale déshéritée ont trié les étudiants, mettant d'un côté les musulmans, de l'autre les chrétiens.

Cent quarante-huit de ceux-ci ont été tués au fusil d'assaut.

Et là aussi, comme au Nigéria sous la botte de Boko Haram, la lenteur de la réaction des troupes d'élite pose la question de la manipulation des événements par le gouvernement.

Mais de toute manière, le but est atteint : les chrétiens fuient Garissa.

Selon le porte-parole des Chebabs, l'attaque de l'université se justifiait parce que « c'est un plan pour répandre le christianisme et l'infidélité ».

Le discours est clair. Au Niger, une attaque du groupe islamiste Boko Haram samedi 25 avril aurait coûté la vie à une cinquantaine de soldats nigériens basée sur l'île de Karamga, sur le lac Tchad.

Au Tchad même, le président pourtant puissant Idriss Déby se montre très inquiet.

Alors qu'il a déjà affaire à la Libye et à Boko Haram, des troubles dans le sud du pays, notoirement dominé par le nord, mais où se trouve le pétrole, ont fait récemment un mort.

Alors que le régime d'Idriss Déby assure un semblant de stabilité dans la région, il serait dramatique qu'une rébellion se déclenche à l'intérieur du pays.

Au Soudan du Sud, depuis un an et demi, une guerre tribale sévit qui plonge le jeune pays dans une situation humanitaire dramatique.

En Erythrée, dont le terrifiant régime, qui ne peut être comparé aujourd'hui qu'à celui de la Corée du nord pour l'usage de la torture, la population sous les armes et la coupure avec le reste du monde, d'après le Haut Commissariat aux réfugiés, ils sont plus de 220.000 à avoir fui depuis 2011, soit 5% de la population.

Chaque mois, 3000 jeunes Erythréens, garçons et filles, traversent la frontière éthiopienne. Un évêque local a récemment parlé de « dépeuplement ».

Ainsi se conjuguent misère, instabilité politique et terrorisme islamique pour mettre à feu et à sang la moitié de l'Afrique. Il est temps que le monde, et l'Europe au premier rang, s'en préoccupe et prenne les moyens nécessaires.

La Russie de Vladimir Poutine

La Russie de Vladimir Poutine n'est pas morte, elle n'est pas non plus à genoux comme on le prévoyait.
Grand bien lui fasse.

Quoi que l'on pense de ce régime, de la direction qu'il prend, de ses tares visibles ou de sa fragilité, l'Europe est obligée, plus que jamais, de prendre en compte l'existence de ce pays-continent qui est redevenu un acteur majeur du jeu géopolitique ces dix dernières années.

Du Cap Nord au Détroit d'Ormuz, son influence se fait sentir et il est à prédire que sans son accord et son influence, les innombrables conflit qui parsèment le monde et particulièrement le Proche et le Moyen Orients ne trouveront pas de résolution heureuse.

La chute du rouble en novembre dernier, à travers laquelle on nous prédisait l'effondrement de l'économie russe, a été stoppée net, et la monnaie est au contraire remontée ces dernières semaines de façon extraordinaire.

De même, les cours du pétrole, encore bas, ont cependant cessé de baisser.

De bonnes nouvelles pour la santé de l'économie russe qui repose principalement sur l'exportation de ressources naturelles, même si les capitaux continuent de fuir le pays. Mais ceux qui donnaient Poutine pour mort en sont pour leurs frais.

C'est pourtant d'abord sur le plan diplomatique et militaire que la Russie triomphe. L'annexion de la Crimée, quoiqu'elle n'ait pas été reconnue par l'ensemble de la communauté internationale, est admise de fait, à l'image de l'Ossétie du sud.

En Ukraine, la trêve mise en place depuis le 15 février, après les accords de Minsk 2 signés trois jours auparavant, est certes régulièrement rompue par des accrochages sporadiques, les belligérants se faisant porter naturellement les uns les autres la responsabilité, mais le cessez-le-feu est globalement respecté.

Pour l'instant, Kiev a entériné le fait que les régions sécessionnistes de l'est échappaient à son contrôle.

Et, alors que le pouvoir de Poutine est plus assuré que jamais, son ennemi ukrainien doit faire face à des divisions internes : « Un nouveau Maïdan sera bien différent des précédents.

Les gens ont tellement d'armes dans les mains que personne ne va pas attendre un mois ou deux dans les tentes, en chantant et en agitant des lampes de poche.

Et c'est bien ce que nous voulons éviter », déclarait récemment Dimitri Iaroch, le leader de Secteur droit et président de la Rada. Kiev, qui tient sous perfusion occidentale, n'a cependant pas remisé son idée de revanche.

Ainsi, l'on apprenait ces dernières semaines que 300 parachutistes américains entraîneraient les 900 membres de la Garde nationale ukrainienne.

De l'autre côté, on soupçonne fortement au moins deux brigades parachutistes russes d'avoir participé à la guerre en soutien des séparatistes, et d'être toujours présentes sur le terrain.

Si dans ce conflit qui a fait 6000 morts en un an, les armes se sont tues, c'est certainement très momentané.
Elles n'attendent qu'un incident pour parler à nouveau.

Partout en Europe, ainsi les incidents ou provocations se multiplient depuis des

semaines entre militaires russes et forces de l'OTAN.

Les Etats-Unis ont protesté contre l'interception « dangereuse » d'un avion de reconnaissance américain au-dessus de la Pologne.

La chasse au sous-marin nucléaire russe en Mer Baltique qui semble avoir été le fruit d'une paranoïa, rappelait celles de la guerre froide et mettait en colère la Suède.

L'interception de deux bombardiers russes survolant la Manche avait mis à cran le Royaume-Uni qui a intercepté ces vols.

Et en Méditerranée, la présence de navires russes s'est accrue. La Pologne a, en outre, construit ce mois-ci six miradors sur les 200 kilomètres de frontière avec l'enclave russe de Kaliningrad. Ils devraient être opérationnels en juin prochain.

L'Europe semble revenue au temps de la guerre froide, terrain de jeu inerte dans le conflit d'influence des grandes puissances.

L'Ukraine a augmenté ses dépenses militaires de 20% l'an dernier et prévoit de doubler cet effort cette année. Au palmarès des augmentations de budget de défense, la Pologne arrive deuxième avec 13%, juste devant la Russie avec 8% et la Lituanie qui accroît son budget d'armement de 6%.

Mais les dépenses militaires ne sont pas le seul indicateur de la crainte des pays voisins à l'égard de la Russie. Après avoir interrompu toute coopération pratique avec la Russie, l'OTAN, l'organisation de défense des Occidentaux, a décidé au sommet de Newport en septembre 2014, de l'instauration d'une force rapide d'intervention, après l'annexion de la Crimée.

Des manœuvres de cette force de réaction ont eu lieu en République tchèque et aux Pays-Bas. Elles ont impliqué 900 soldats allemands, 200 néerlandais et 150 Tchèques dans leurs pays respectifs pour se rendre à un point d'embarquement dans les aéroports afin de tester un déploiement de force en quelques dizaines d'heures à destination des Pays Baltes.

Un autre exercice baptisé Noble Jump 2, est programmé en juin à une échelle plus grande, avec le déploiement de troupes alliées en Pologne.

Le président estonien réclamait même ce lundi une présence permanente de

troupes de combat de l'OTAN dans les trois Pays Baltes.

Même l'Allemagne a décidé de réagir au relèvement de l'état d'alerte dans l'Alliance atlantique en réintégrant dans ses forces de l'armée de terre.

Une centaine de chars seront modernisés à partir de 2017 pour atteindre les 328 chars Léopard II prêts au service, au lieu des 225 actuels.

Kiev enfin a répété que sa stratégie prioritaire de défense était bien de rejoindre l'OTAN, malgré la réticence de pays comme l'Allemagne ou la France, qui y voient comme la Russie, un facteur d'aggravation des tensions.

Sur le plan économique, « l'Agence pour la modernisation de l'Ukraine », née sous l'impulsion de Bernard-Henri Lévy notamment, prévoit de réunir 300 milliards de dollars dans un fonds d'investissement.

Elle prévoit aussi de moderniser le système de santé du pays avec l'aide de l'inévitable French Doctor Bernard Kouchner.

Mais du côté russe aussi, on s'active : ainsi la politique d'investissement en Grèce, en cours d'élaboration avec Alexis Tsipras, renoue avec les fondamentaux de l'histoire longue, celle des peuples de culture orthodoxe.

Encore une fois, l'Europe paraît coupée en deux.

Il y a aussi Chypre, avec qui le président Vladimir Poutine entretient d'excellentes relations, notamment militaires.

Et aussi la Hongrie, à travers notamment le « Turkish Stream », nouveau gazoduc imaginé par la Russie pour remplacer le South Stream avorté, et contourner l'Ukraine et la Bulgarie : traversant la Mer noire, ce nouveau tracé rejoindrait la frontière gréco-turque, d'où il pourrait arroser l'Europe par le biais de la Serbie, de la Macédoine et de la Hongrie.

Enfin, au Proche Orient, la politique d'équilibre avec la Syrie et l'Iran que prônait Vladimir Poutine depuis des années, pour contrer le radicalisme sunnite commence à montrer son efficacité.

La levée des sanctions contre l'Iran laisse présager d'accords, officiels ou non, des puissances occidentales avec la Syrie de Bachar El Assad pour lutter contre

l’Etat Islamique.

Les Russes préservent ainsi leur base de Tartous en Syrie, et s’apprêtent à honorer leurs anciens accords avec l’Iran en lui livrant des missiles S300.

Le drame vient encore une fois de l’inertie de la diplomatie européenne, qui semble toujours à la traîne.

Il aura fallu que les Etats-Unis décident de discuter avec l’Iran pour que l’Europe l’accepte.

De même, demain, les chancelleries de Paris, de Berlin et de Londres accepteront certainement de renouer avec Assad si le grand protecteur américain le juge bon.

Mais l’impossibilité du dialogue européo-russe est plus grave, parce qu’il s’agit de deux grandes civilisations contiguës, dont les histoires se recoupent.

Parce qu’on n’a pas fait hier l’Europe culturelle, on récolte des querelles économiques.

L’Europe doit revenir à une vraie hiérarchie de ses priorités. Il est temps de créer enfin des échanges culturels et universitaires avec la Russie, pour renouer le dialogue sur des bases sûres et équilibrées.

Chrétiens d’Orient : mourir pour sa foi

Cent cinquante étudiants sont massacrés par des islamistes radicaux dans une université du Kenya.

Les médias évincent volontiers ce fait essentiel : les assassins ont séparé les Chrétiens des Musulmans, pour ne s’acharner que sur les premiers et laisser partir les seconds.

Les étudiants qui s’avouaient chrétiens, sachant ce qui les attendaient, étaient

donc des martyrs au sens strict.

On ne se demande pas ce qu'un fait de cette importance signifie dans le monde contemporain : ***mourir pour sa foi*.**

On s'exténue à se demander ce que signifie *tuer pour sa foi*.

Mais mourir pour sa foi : on n'en parle pas – les témoins/martyrs (c'est le même mot) sont ignorés : on les plaint d'être mort, on aurait peur d'admirer leur geste.

C'est que cela pourrait inciter certains à admirer les Chrétiens.

La RATP interdit une affiche de concert au bénéfice des Chrétiens d'Orient –prétextant la défense de la laïcité : mais si le concert avait eu lieu au bénéfice des juifs de l'hyper-casher ? de Musulmans tués sur un campus aux États-Unis ?

Que dirait-on à la RATP ? On se demande si la laïcité n'a pas bon dos pour ignorer la persécution des Chrétiens d'Orient.

Est-il interdit de dire que ce sont précisément les Chrétiens qui en tant que tels sont tués en Orient ?

Faut-il les appeler autrement parce qu'on n'a plus le droit de considérer les Chrétiens comme des victimes ?

Jusqu'où va-t-on aller et assister sans bouger au massacre des Chrétiens ? Ce sont nos frères.

Ce sont leurs pères qui ont permis le rayonnement de notre civilisation chrétienne.

Ce sont eux qui nous ont permis de vivre en dignité et en sécurité.

Sommes-nous assez lâches pour les abandonner ?

Le monde a pour devoir de les sauver car sans le christianisme, pouvons-nous encore garantir la paix, la dignité et la liberté de chacun ?

Le Pape devant l’Europe et le monde

On aurait tort de recevoir les deux discours du Pape François le 25 novembre dernier, devant le Parlement européen et le Conseil de l’Europe, comme des allocutions anecdotiques et circonstancielles.

Tort aussi de penser qu’elle s’adressait exclusivement aux citoyens européens et à leurs représentant.

Le souverain Pontife y dessine une perspective géopolitique pour le monde entier,à charge pour les gouvernements et les institutions internationales de l’appliquer.

Certainement, le pape n’a toujours pas de divisions, selon le bon mot de Staline : cela n’empêche pas la diplomatie vaticane de demeurer l’une des plus influentes du monde, comme le premier pas vers une réconciliation entre Cuba et les Etats-Unis vient de le prouver.

C’est même sans doute cette absence de puissance matérielle, cette « politique de la faiblesse », qui constitue le cœur du succès de cette géopolitique catholique.

Les discours de François ont eu pour but, en effet, de rappeler aux instances européennes, mais aussi aux puissants du monde entier, la nécessité du recours à une vraie universalité pour parvenir à organiser autrement la planète.

Il s’agit selon lui de « maintenir vivante la réalité des démocraties est un défi de ce moment historique, en évitant que leur force réelle – force politique expressive des peuples – soit écartée face à la pression d’intérêts multinationaux non universels, qui les fragilisent et les transforment en systèmes uniformisés de pouvoir financier au service d’empires inconnus. »

Le pape conteste ainsi formellement la croyance, bien ancrée depuis plusieurs siècles dans l’esprit des occidentaux,et croyance que l’accélération de la mondialisation a décuplé ces dernières décennies, en une humanité que le seul

« doux commerce » unirait et rendrait fraternelle.

C’est une critique adressée, certes, à l’union européenne actuelle qui s’est fondée sur une monnaie et un marché unique, au risque de détruire les économies nationales et locale, mais aussi aux grands ensembles prométhéens qui tentent de se constituer partout sur le globe, comme ce Traité transatlantique que négocient Europe et États-Unis : « On constate avec regret, affirme-t-il sans détours, une prévalence des questions techniques et économiques au centre du débat politique ». Ce qui induit selon lui une destruction générale des rapports humains.

Il ne faut pas considérer les paroles du Saint-Siège comme relavant seulement d’une question morale, que l’on pourrait admettre ou refuser de manière privée : elles ont aussi une portée générale, c’est-à-dire politique, et concernent à ce titre tout le monde.

Notamment quand il assure que l’on assiste à « une revendication toujours plus grande des droits individuels, qui cache une conception de la personne humaine détachée de tout contexte social et anthropologique, presque comme une « monade » (μονάς), toujours plus insensible aux autres « monades »présentes autour de soi », les implications sociales et politiques de cette situation, si elle est vraie, sont vertigineuses et dramatiques.

Dans le sens où l’on subit une dénaturation de la démocratie, non plus conçue comme ce régime capable de protéger les minorités, mais seulement comme une puissante machine à satisfaire les désirs uniformes des masses.

Ainsi, « si le droit de chacun n’est pas harmonieusement ordonné au bien plus grand, il finit par se concevoir comme sans limites et, par conséquent, devenir source de conflits et de violences » :ce que l’on constate notamment dans le développement planétaire de l’islamisme, dont l’État islamique constitue le cas d’école.

Liberté est donnée à une idéologie d’appliquer aveuglément ses conditions totalitaires, au détriment des minorités présentes.

« Quelle dignité existe vraiment, quand manque la possibilité d’exprimer librement sa pensée ou de professer sans contrainte sa foi religieuse ? », demande François.

Et la démocratie libérale déchue se trouve dans l'impossibilité de répondre à cet état de fait qui pourtant la nie complètement parce qu'elle a oublié qui elle était et d'où elle venait.

Le discours du Pape est éclairant, géopolitiquement, en tant qu'il arrive à lier harmonieusement vocation universelle de l'Europe et respect des identités.

« Je suis convaincu, dit-il, qu'une Europe capable de mettre à profit ses propres racines religieuses, sachant en recueillir la richesse et les potentialités, peut être plus facilement immunisée contre les nombreux extrémismes qui déferlent dans le monde d'aujourd'hui, et aussi contre le grand vide d'idées auquel nous assistons en Occident ».

Alors que le terrorisme islamique déferle partout, notamment en Europe, cet appel à une connaissance neuve de ce qui nous fonde exige une réponse.

Réponse non pas égoïste, d'un nationalisme qui se renfermerait derrière une identité pure fantasmée, mais réponse ouverte et constructive, généreuse, parce qu'« à côté d'une Union Européenne plus grande, il y a aussi un monde plus complexe, et en fort mouvement.

Un monde toujours plus interconnecté et globalisé, et donc de moins en moins « eurocentrique ».

La destinée de l'Europe, que l'on a tendance à oublier, est certainement de « prendre soin de la fragilité des peuples et des personnes », et de répondre « aux nombreuses injustices et persécutions qui frappent quotidiennement les minorités religieuses, en particulier chrétiennes, en divers endroits du monde ».

Mais voilà qui exige, au-delà des paroles, une intelligence de la situation géopolitique mondiale actuelle.

Par exemple, l'alignement complet de l'Europe sur la politique de puissance américaine répond-il à cette demande de complexité ?

Certainement non, comme les cas ukrainien, syrien et libyen l'ont montré.

L'acharnement unilatéral contre le régime de Bachar el Assad a durablement aveuglé nos gouvernants qui n'ont pas vu que derrière lui, et contre lui, il y avait pire ; la mise au pilori de Vladimir Poutine a réduit l'Union européenne au rang

de valet pusillanime des intérêts américains en Ukraine ; l'attaque irréfléchie de Mouammar Kadhafi a in fine libéré des forces délétères dans toute l'Afrique que nous sommes maintenant incapables de contrôler.

Où l'on voit que l'oubli de la complexité du monde, et notamment des minorités qui le composent, comme les chrétiens d'Orient, la réaction épidermique et simplette sous l'aiguillon médiatique, sont des trahisons de l'esprit européen de mesure et de protection des faibles.

Les discours du Pape François, s'ils étaient écoutés et pris en compte, pourraient constituer l'amorce d'une reconstruction des rapports sociaux internes aux nations occidentales, où la subsidiarité, la question des limites seraient réellement prises en compte ; mais aussi d'une « nouvel ordre »du monde plus équilibré, et enfin réellement humaniste.

Publié par Charles Millon · 6 février 2015, 10:43

Boko Haram

Publié par Charles Millon · 19 janvier 2015, 12:14

Aboubakar Shekau, le chef de Boko Haram, déclarait le 24 août dernier, après la prise de la ville de Gwoza, où vivent 200 000 habitants : « Nous sommes dans le califat islamique. Nous n'avons rien à faire avec le Nigeria. »

Le 13juillet, il avait déjà apporté son soutien à El-Baghdadi, le calife autoproclamé de l'État islamique.

Daech semble faire des émules africains, chez Al Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) comme chez Boko Haram, notamment dans l'utilisation des moyens de médiatisation.

Cependant, ces groupes terroristes,et particulièrement Boko Haram, ont-ils les moyens financiers et l'emprise territoriale suffisants pour atteindre à la dangerosité de leur modèle qui sévit à la frontière de l'Irak et de la Syrie ?

Fondée en 2002 dans le nord du Nigeria musulman par Mohamed Yusuf – qui a été éliminée n 2009 par la police – la secte Boko Haram s'est taillé depuis un fief dans l'État de Borno, grand comme la Suisse, à l'extrémité septentrionale du pays.

Il y contrôlerait actuellement 20 000 km2.

Ce qui s'y passe reste mystérieux : on évoque des fuites de la population dans la brousse, des tueries, des pillages et de recrutements forcés de garçons pour faire la guerre et de filles pour les marier.

Les femmes et les filles enlevées par le groupe islamiste Boko Haram, contraintes de se marier et de se convertir et sont victimes d'abus physiques et psychologiques, de travail forcé et de viol en captivité, selon un rapport d'Human Rights Watch publié le 27 octobre 2014.

Le groupe a enlevé plus de 500femmes et filles depuis 2009 et a intensifié les enlèvements depuis mai 2013,période à laquelle le Nigeria a imposé un état d'urgence dans les zones où Boko Haram est particulièrement actif.

On évoque aussi l'utilisation de femmes kamikazes.

Une guerre civile qui aurait déjà fait 5000 morts et 750 000 déplacés.

Ces dernières semaines, la secte a revendiqué deux attentats à Maiduguri et un à Kano, qui ont fait plus de 200 morts.

AKano, c'est la mosquée, dont le recteur avait appelé à prendre les armes contre le Nigeria, qui a été attaquée.

Le 1er décembre, ses combattants avaient lancé une vaste offensive sur le Damaturu, dans l'État de Yobé, tuant plus de 150 personnes, dont 44 membres des forces de sécurité.

En avril dernier, le rapt de 200 lycéennes à Chibok avait ému la communauté internationale.

Elles n'ont pourtant toujours pas été libérées.

De plus, la guerre s'étend : ces derniers temps, le groupe extrémiste tente de plus en plus de déstabiliser aussi l'extrême nord du Cameroun voisin.

Ainsi le 28 décembre, au moins trente personnes ont perdu la vie dans l'attaque par le groupe islamiste extrémiste Boko Haram d'un village dans le nord du Cameroun.

Paul Biya, le président camerounais, a mis du temps à sortir de son apathie.

Il a fallu que la femme de son vice-président se fasse enlever il y a quelques mois dans le nord pour qu'il commence à réagir.

L'armée camerounaise affirmait ainsi fin décembre que sa force aérienne avait bombardé un camp d'entraînement de Boko Haram situé dans la région frontalière et que 53 membres de l'organisation y auraient perdu la vie.

Le Cameroun a récemment envoyé de nombreux soldats et des unités spéciales à la frontière avec le Nigeria afin de stopper l'avancée de la secte islamiste.

Mais le véritable problème vient du Nigeria lui-même, pays divisé ethniquement et religieusement, mais surtout géographiquement.

Le sud riche en pétrole et majoritairement chrétien se soucie peu du sort des régions du nord.

Le président chrétien Goodluck Jonathan semble, lui, plus préoccupé par sa réélection en 2015 que par les événements du nord.

Sa décision de se représenter a tendu la situation un peu plus dans le pays.

Logiquement, selon une règle non-écrite,c'est un musulman qui devrait succéder au chrétien.

La faiblesse de la réponse des armées gouvernementales au péril Boko Haram tiendrait selon les observateurs à trois causes : la corruption à tous les niveaux, qui fait qu'avec un budget gigantesque, et jamais vu dans ce pays, de 5 milliards de dollars affectés à la sécurité, les soldats de base restent mal payés et sous-équipés.

Une cour martiale a ainsi condamné à mort 54 soldats accusés de mutinerie pour avoir refusé de participer à une opération contre Boko Haram.

On peut aussi subodorer le machiavélisme du président que cela arrangerait que les États du nord ne puissent pas voter.

Mais encore pire une insoumission de fait de l'armée, dont les officiers sont corrompus, et qui attendrait de remplacer le président par un homme plus proche d'elle.

Boko Haram ne peut que profiter de ce manque de combativité pour monter en puissance.
D'autant que la chute des cours du pétrole ajoute un peu plus de désordre encore.

Le détournement de brut est déjà estimé à 25 millions de dollars par jour, dans un pays dont 80% du PIB sont constitués par la rente pétrolière.

Le désengagement des États-Unis comme partenaire commercial, remplacés par la Chine, l'Inde ou le Brésil, est de mauvais augure.

Désormais, après la décision de l'OPEP de ne pas diminuer sa production, et un baril de pétrole qui pourrait atteindre les 50 dollars seulement, ce sont les pays consommateurs et non plus les producteurs qui dictent leurs décisions.

Le Nigeria est ainsi dans la main des BRICS qui recourent à son pétrole.

Pays le plus peuplé d'Afrique, géant démographique, le Nigeria a besoin plus que jamais de stabilité et de croissance pour nourrir sa population.

Or,la présence de Boko Haram ne se limite pas à une rébellion régionale qui concernerait uniquement le Nigeria, elle s'inscrit dans un mouvement de déstabilisation géopolitique beaucoup plus large.

Outre le mimétisme déjà évoqué vis-à-vis de Daech, Boko Haram est fortement soupçonné de constituer un débouché pour les armes venues de Libye, qui depuis la chute de Kadhafi ont servi à tous les mouvements terroristes ou autonomistes du Sahel.

Ces armes passeraient par le Tchad, comme celles de la Séléka qui avait livré la Centrafrique à la guerre civile.

L'ironie étant que N'Djamena, l'un des centres de commandement de l'opération Barkhane qui, sous leadership français, tente de contenir le terrorisme dans la zone saharo-sahélienne, se trouve à 40 kilomètres à peine du territoire contrôlé par la secte islamiste.

On peut craindre que Boko Haram ne poursuive un triple objectif dans les mois à venir :

1. Étendre son emprise sur le Nord Cameroun que l'armée camerounaise ne peut sécuriser ;
2. Menacer la capitale tchadienne ;
3. Tenter d'assurer la jonction avec les djihadistes libyens

Cette redoutable hypothèse expliquerait la toute récente décision du gouvernement tchadien d'intervenir dans le nord du Cameroun.

Cependant, outre le fait que Barkhane peine déjà à couvrir le gigantesque territoire qui lui a été assigné, le gouvernement nigérian n'a fait appel à aucune aide internationale pour régler le problème Boko Haram.

Mais début décembre, la secte s'est aussi attaquée à une cimenterie du groupe français Lafarge, au Nigeria.

Et le Cameroun a payé cher pour délivrer certains otages faits par le groupe rebelle, lui donnant un peu plus de moyens de s'armer.

La communauté internationale doit-elle accepter que se constitue au centre de l'Afrique, dans une zone déjà fragilisée, un nouveau chancre où s'applique la charia, mais où ont lieu aussi toutes sortes de trafics ?

Il serait temps de prendre le taureau par les cornes, avant que toute la région ne s'embrase.

Charles Millon